

Ces Canadiens ordinaires ne sont pas dupes, mais je soupçonne le ministre des Finances de l'être encore moins. A mon avis, les taux d'intérêt sont élevés parce que le dollar canadien doit rester élevé en raison de l'Accord de libre-échange. Car je soupçonne les Américains de ne pas vouloir traiter avec nous dans le cadre de cet accord à moins que le dollar canadien ne soit élevé.

L'an dernier, l'augmentation de la valeur du dollar canadien a eu l'effet d'un droit de douane d'environ 10 ou 15 p. 100 sur les marchandises canadiennes.

Les agriculteurs de ma circonscription en savent quelque chose, car ce sont des exportateurs. Ils exportent leur porc, leur boeuf et leurs céréales, et ils savent que, chaque fois que le gouvernement hausse le taux d'intérêt et que la valeur du dollar augmente, la valeur de leurs exportations diminue tout comme leur capacité d'exporter. Pourtant, le gouvernement prétend qu'il faut que le dollar reste élevé, sans quoi les importations coûteront plus cher. Il dit que nos exportations augmenteront et que nos usines ne peuvent pas produire davantage. On voit où le gouvernement veut en venir. Il essaie de maintenir élevée la valeur du dollar canadien pour tenir la promesse qu'il a faite aux Américains afin d'obtenir l'Accord de libre-échange.

Le gouvernement n'a pas la perspective d'avenir ni l'imagination nécessaires pour élaborer une politique et une stratégie économiques qui seraient efficaces d'un océan à l'autre et non seulement dans le sud de l'Ontario. Il est évident que les taux d'intérêt élevés nuisent aux Maritimes, au nord de l'Ontario, au Québec, aux Prairies et à la Colombie-Britannique. Si la capacité des usines du Triangle d'or est insuffisante, on peut sûrement trouver une politique et une stratégie économiques pour en attirer d'autres à l'extérieur du Triangle d'or et dans les Maritimes, le Québec, les Prairies, le nord de l'Ontario et la côte ouest. Nous aurions une telle stratégie si le gouvernement croyait qu'il a un rôle à jouer comme participant actif dans la vie économique du Canada et s'il voulait collaborer non seulement avec le secteur privé, mais avec les travailleurs et les agriculteurs pour créer une stratégie économique qui soit bonne pour tous les Canadiens.

Malheureusement, le gouvernement ne croit pas qu'il a un rôle à jouer pour assurer la production de la richesse et une distribution plus équitable des biens.

### *Pouvoir d'emprunt—Loi*

Nous vivons pourtant à une époque d'abondance. Les nouvelles technologies nous permettent de produire à une fraction du coût d'autrefois. Notre richesse matérielle est immense. Et pourtant, malgré cette abondance, il y a des sans-abri et des banques d'aliments et on doit remettre des opérations à plus tard, faute de lits dans les hôpitaux. Nous n'avons pas assez d'argent pour permettre aux enfants autochtones de faire des études universitaires. Les études supérieures représentent pour eux le seul moyen de sortir du cycle de la pauvreté, mais on leur impose des limites et des restrictions. Nous n'avons pas assez d'argent, nous dit-on.

• (1220)

Nous vivons à une époque de restrictions, de réductions et de diminutions provinciales, municipales et fédérales parce que nous n'avons pas les moyens de satisfaire les besoins fondamentaux de la vie humaine. Nos moyens sont limités alors que nous vivons à une époque d'abondance, de richesse matérielle immense et de capacité de production qui dépasse l'imagination. C'est scandaleux. Cette absurdité condamne la mauvaise gestion du gouvernement. Nous vivons à une époque d'abondance, dans un pays favorisé entre tous, et pourtant nous ne pouvons pas satisfaire les besoins fondamentaux de la vie. Voilà qui condamne le gouvernement, le ministre des Finances (M. Wilson) et leur mauvaise gestion.

**M. Wilson (Swift Current—Maple Creek—Assiniboia):** Madame la Présidente, je suis heureux d'avoir l'occasion de faire des commentaires et de poser des questions à mon collègue de Regina—Qu'Appelle. Le député ne cesse de tonner et de tempêter à propos des problèmes de l'économie et des terribles réductions de programmes et des épouvantables augmentations d'impôt auxquelles nous devons recourir pour rembourser une dette qui s'est accumulée au cours des 20 dernières années.

Il ne sert à rien de revenir sur ce sujet. Il en a déjà été question ici auparavant. Tout le monde sait que la dette nationale est énorme et que nous devons en payer les intérêts. Le tragique, c'est que ces intérêts absorbent de plus en plus de recettes du gouvernement et en laissent de moins en moins pour financer les programmes que nous voudrions tous, ici, améliorer, étendre et poursuivre.

Quelle est la solution au problème de la dette et du service de la dette? Nous avons apparemment le choix entre réduire les dépenses du gouvernement et augmenter ses recettes ou, comme le font d'autres pays, imprimer de l'argent et réduire la valeur de notre monnaie.